Rapport financier 2018 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Les Collines-de-l'Outaouais

Code géographique : AR820

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

Affaires municipales et Habitation
Québec

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Claude Chénier, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Les Collines-de-l'Outaouais pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2019-05-16

TABLE DES MATIÈRES

PAGE

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 4
Rapport du vérificateur général 4.1

État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation 7
État consolidé des flux de trésorerie 8

Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9

Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 10
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 11
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 12
  - Situation financière par organismes 13
- Charges par objets 14
- Fonds local d'investissement (FLI) 15
- Fonds local de solidarité (FLS) 16
- Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire 17
- Excédent (déficit) accumulé 18
- Avantages sociaux futurs 19

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 21
Analyse des charges consolidées 22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil des maires de
Municipalité régional de comté des Collines-de-l'Outaouais

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Municipalité régional de comté des Collines-de-l'Outaouais (ci-après « la MRC »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018, l'état des résultats, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MRC au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la MRC conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la mrc inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la MRC à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la MRC ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la MRC.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

-nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

-nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la MRC;

-nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

-nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la mrc à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la mrc à cesser ses activités;

-nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

Montebello,

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Permis de comptabilité publique no A114112

DATE 2019-05-16

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations	
		2018	2017
			Redressé note 22
Revenus			
Taxes	1		
Compensations tenant lieu de taxes	2		
Quotes-parts	3	17 779 652	16 951 176
Transferts	4	2 121 357	2 620 516
Services rendus	5	1 486 578	1 311 553
Imposition de droits	6		
Amendes et pénalités	7	2 574 459	2 471 748
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	75 705	43 563
Autres revenus	10	155 287	197 140
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	24 193 038	23 595 696
Charges			
Administration générale	14	5 001 963	5 467 046
Sécurité publique	15	14 589 287	13 469 906
Transport	16	856 003	700 384
Hygiène du milieu	17	2 488 663	2 618 143
Santé et bien-être	18	16 250	
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 755 918	2 176 292
Loisirs et culture	20		
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	222 807	207 972
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	24 930 891	24 639 743
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(737 853)	(1 044 047)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	2 845 030	4 019 361
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		(130 284)
Solde redressé	28	2 845 030	3 889 077
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	2 107 177	2 845 030

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017 Redressé note 22
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 234 961	2 725 615
Débiteurs (note 5)	2	2 178 616	2 328 008
Prêts (note 6)	3	1 041 201	983 148
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	694 200	448 100
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	7 148 978	6 484 871
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 137 914	1 850 655
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 273 916	3 139 605
Revenus reportés (note 12)	12	1 543 203	910 332
Dette à long terme (note 13)	13	7 011 026	5 414 926
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	12 966 059	11 315 518
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 817 081)	(4 830 647)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	7 763 739	7 497 492
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	94 008	120 848
Autres actifs non financiers (note 17)	20	66 511	57 337
	21	7 924 258	7 675 677
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	2 107 177	2 845 030

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations	
		2018	**2017** Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(737 853)	(1 044 047)
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(1 140 933)	(1 400 471)
Produit de cession	3		433 878
Amortissement	4	852 988	742 255
(Gain) perte sur cession	5	17 742	(24 423)
Réduction de valeur / Reclassement	6	3 956	318 730
	7	(266 247)	69 969
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	26 840	35 492
Variation des autres actifs non financiers	10	(9 174)	4 448
	11	17 666	39 940
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(986 434)	(934 138)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	15	(4 830 647)	(3 896 509)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17		
Solde redressé	18	(4 830 647)	(3 896 509)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19	(5 817 081)	(4 830 647)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017 Redressé note 22
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(737 853)	(1 044 047)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	852 988	742 255
Autres			
- Réduction de valeur	3	3 956	
- Perte sur cession	4	17 742	295 789
	5	136 833	(6 003)
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	149 392	(528 850)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	134 311	373 604
Revenus reportés	9	632 871	(321 399)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(246 100)	166 100
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	26 840	35 492
Autres actifs non financiers	13	(9 174)	4 448
	14	824 973	(276 608)
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 140 933)	(1 400 471)
Produit de cession	16		433 878
	17	(1 140 933)	(966 593)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(255 730)	(305 000)
Remboursement ou cession	19	197 677	132 606
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22	(58 053)	(172 394)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 124 000	2 080 337
Remboursement de la dette à long terme	24	(527 900)	(733 700)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(712 741)	(181 883)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	883 359	1 164 754
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	509 346	(250 841)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	2 725 615	2 976 456
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	2 725 615	2 976 456
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 234 961	2 725 615

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité régionale de comté. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

CLD.....100 %

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la mrc doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la mrc pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité régionale de comté est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possible, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures.....15, 20, 30 et 40 ans
Bâtiments.....40 ans
Véhicules.....10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau..... 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers.....10 et 20 ans

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité régionale de comté de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité régionale de comté est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Régime de retraite à prestations déterminées des policiers

Le régime de retraite des policiers syndiqués de la MRC des Collines-de-l'Outaouais est un régime de pension agréé à prestations déterminées. On retrouve dans la situation financière de la MRC un montant seulement dans l'actif au titre d'avantages sociaux futurs.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : méthode de répartition des prestations au prorata des services à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur marchande des actifs .

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité régionale de comté a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité régionale de comté a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidés de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement relié au Fonds local d'investissement (FLI): au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

3. Modification de méthodes comptables

Actifs, actifs éventuels et droits contractuels

Le 1er janvier 2018, la municipalité régionale de comté a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 3210, « Actifs », SP 3320, « Actifs éventuels », et SP 3380, « Droits contractuels », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité régionale de comté.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Apparentés

Le 1er janvier 2018, la municipalité régionale de comté a adopté les recommandations des nouveaux chapitres SP 2200, « Information relative aux apparentés », et SP 3420, « Opérations interentités », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Conformément aux dispositions transitoires, ces nouvelles normes, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2017, ont été appliquées prospectivement.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la municipalité régionale de comté.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 962 883	1 700 476
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	1 272 078	1 025 139
Autres éléments			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	3 234 961	2 725 615
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	3 173 165	2 725 615
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	11		
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	17 450	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	232 933	126 400
Organismes municipaux	15	286 475	350 783
Autres			
- Divers	16	1 641 758	1 785 693
-	17		65 132
	18	2 178 616	2 328 008
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19		
Organismes municipaux	20	264 068	
Autres tiers	21		
	22	264 068	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	429 087	389 190

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
- Prêts entrepreneurs	26	1 041 201	983 148
-	27		
	28	1 041 201	983 148
Provision pour moins-value déduite des prêts	29	135 891	190 632

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

8. Avantages sociaux futurs

Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	694 200	448 100
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	694 200	448 100
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	335 900	711 400
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40	380 524	369 332
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	17 652	9 775
	43	734 076	1 090 507

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44	
Autres	45	
	46	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017

10. Emprunts temporaires

La municipalité bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 2 000 000 $ portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % (4,20 %) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la municipalité.

La municipalité bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 2 289 000 $, portant intérêt au taux préférentiel plus 1 % (4,95 %) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets particuliers entrepris par la municipalité.

11. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	1 269 801	1 293 113
Salaires et avantages sociaux	48	1 733 050	1 414 722
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Autres MRC	53	126 026	298 105
- Autres CLD	54		133 665
- Subventions engagées	55	145 039	
-	56		
-	57		
	58	3 273 916	3 139 605

Note

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61	640 611	702 819
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
-	68		
- Transferts	69	902 592	207 513
-	70		
-	71		
	72	1 543 203	910 332

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt de	Taux d'intérêt à	Échéance de	Échéance à		2018	2017
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	3,20	2019	2023	73	5 830 400	4 234 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					74		
Gains (pertes) de change reportés					75		
					76		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	1 125 626	1 125 626
Organismes municipaux					78		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79		
Autres					80	55 000	55 000
					81	7 011 026	5 414 926
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	( )	( )
					83	7 011 026	5 414 926

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets – Avec fonds d'amortissement		Obligations et billets – Sans fonds d'amortissement		Autres dettes à long terme – Location-acquisition		Autres dettes à long terme – Autres		Total 2018
2019	84	92	847 500	100		109		117	847 500
2020	85	93	783 700	101		110	1 180 626	118	1 964 326
2021	86	94	524 300	102		111		119	524 300
2022	87	95	442 200	103		112		120	442 200
2023	88	96	454 800	104		113		121	454 800
2024 et +	89	97	2 777 900	105		114		122	2 777 900
	90	98	5 830 400	106		115	1 180 626	123	7 011 026
Intérêts et frais accessoires				107	( )			124	( )
	91	99	5 830 400	108		116	1 180 626	125	7 011 026

Note

14. Actifs financiers nets (dette nette)

		2018	2017
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	126	(4 691 455)	(3 705 021)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	( )	( )
Autres	128	(1 125 626)	(1 125 626)
	129	(5 817 081)	(4 830 647)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130		158		185		212	
Eaux usées	131		159		186		213	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132		160		187		214	
Autres	133	4 078 057	161	617 308	188	41 620	215	4 653 745
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	4 126 058	163	46 941	190		217	4 172 999
Améliorations locatives	136	51 751	164		191	51 751	218	
Véhicules	137	1 322 784	165	217 395	192	33 095	219	1 507 084
Ameublement et équipement de bureau	138	936 401	166	181 677	193	165 432	220	952 646
Machinerie, outillage et équipement divers	139	1 231 302	167	75 095	194		221	1 306 397
Terrains	140	302 952	168	2 517	195		222	305 469
Autres	141		169		196		223	
	142	12 049 305	170	1 140 933	197	291 898	224	12 898 340
Immobilisations en cours	143		171		198		225	
	144	12 049 305	172	1 140 933	199	291 898	226	12 898 340
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146		174		201		228	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147		175		202		229	
Autres	148	773 326	176	186 821	203	37 524	230	922 623
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	1 896 807	178	106 141	205	3 572	232	1 999 376
Améliorations locatives	151	51 751	179		206	51 751	233	
Véhicules	152	864 525	180	220 200	207	19 313	234	1 065 412
Ameublement et équipement de bureau	153	662 262	181	119 141	208	153 164	235	628 239
Machinerie, outillage et équipement divers	154	303 142	182	220 685	209	4 876	236	518 951
Autres	155		183		210		237	
	156	4 551 813	184	852 988	211	270 200	238	5 134 601
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	7 497 492					239	7 763 739
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	( )	244	( )	246	( )	248	( )
Valeur comptable nette	242						249	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	250		
Immeubles industriels municipaux	251		
Autres	252		
	253		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Autres	256	66 511	56 742
- Autres	257		595
-	258		
Autres			
-	259		
-	260		
	261	66 511	57 337
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

18. Obligations contractuelles

La municipalité régionale de comté des Collines-de-l'Outaouais s'est engagée, en vertu de contrats de services échéant à différentes dates jusqu'en 2027, à verser une somme total de 4 422 902 $.

19. Droits contractuels

S/O

20. Passifs éventuels

a) Cautionnement et garantie

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

S/O

d) Autres

T.P.I.

Une entente concernant la gestion des territoires publics intramunicipaux a été signée le 19 janvier 2006 pour une période de 5 ans. À échéance, advenant le cas où cette entente ne soit pas prolongée, la M.R.C. devra remettre toutes les sommes recueillies durant l'entente de gestion. Ces sommes sont présentées comme fonds réservés.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité a choisi d'ajuster rétrospectivement la méthode de calcul de l'amortissement des véhicules acquis à partir de l'exercice 2016. Antérieurement, la municipalité ne comptabilisait pas d'amortissement sur les véhicules acquis à partir de 2016, alors qu'elle aurait dû comptabiliser une charge d'amortissement pour ces véhicules. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, une augmentation de la charge d'amortissement de 130 285 $ et du déficit de l'exercice de 130 285 $ ainsi qu'une diminution de l'excédent accumulé au début de 130 284 $. De plus, cette modification a entraîné, au 31 décembre 2017, une diminution des immobilisations corporelles de 260 569 $ et de l'excédent accumulé à la fin de 260 569 $.

Au cours de l'exercice, la municipalité a également choisi d'ajuster rétrospectivement la charge de contribution au Centre local de Développement des Collines-de-l'Outaouais (CLD)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

ainsi qu'un revenu de transfert. Antérieurement, la municipalité ne comptabilisait pas le compte à payer au CLD et n'ajustait pas les revenus reportés en lien au paiement de transfert. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, une augmentation des créditeurs et charges à payer de 194 079 $ ainsi qu'une diminution des revenus reportés de 194 079 $.

De plus, au cours de l'exercice, la municipalité a modifié rétrospectivement la répartition de l'excédent accumulé. Cette modification a eu pour effet, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, d'augmenter le fonds réservé du fonds local d'investissement de 111 676 $ et l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs de 229 319 $ ainsi que de diminuer le fonds réservé du fonds local de solidarité de 183 141 $ et l'excédent de fonctionnement non affecté de 157 854 $.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées

24. Instruments financiers

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

25. Opération de restructuration

La Municipalité régionale de comté ayant mis fin, le 30 septembre 2018, à l'entente de services intervenue avec le Centre local de développement des Collines-de-l'Outaouais (CLD), la totalité des droits, obligations, actifs et passifs lui a été transférée. Ce transfert n'a eu aucun impact significatif sur les états financiers consolidés de la Municipalité régionale de comté puisque le CLD était consolidé dans la Municipalité régionale de comté.

Les résultats du CLD pour la période du 1er janvier eu 30 septembre 2018 sont donc inclus dans les résultats des organismes contrôlés consolidés, tandis que les résultats pour la période du 1er octobre au 31 décembre 2018 sont inclus dans les résultats de l'administration municipale.

S12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018			
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	16 951 176	17 444 640	17 779 652			17 779 652
Transferts	4	2 556 143	2 508 510	1 985 345		198 889	2 121 357
Services rendus	5	1 311 553	1 135 280	1 486 578			1 486 578
Imposition de droits	6						
Amendes et pénalités	7	2 471 748	2 895 600	2 574 459			2 574 459
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	43 563	15 800	73 344		2 361	75 705
Autres revenus	10	108 046	8 000	207 295		169	207 464
Effet net des opérations de restructuration	11			354 765			
	12	23 442 229	24 007 830	24 461 438		201 419	24 245 215
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15						
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	87 006		(52 177)			(52 177)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	87 006		(52 177)			(52 177)
	21	23 529 235	24 007 830	24 409 261		201 419	24 193 038
Charges							
Administration générale	22	5 297 706	4 928 960	4 840 828	161 135		5 001 963
Sécurité publique	23	12 952 853	13 362 120	13 930 347	658 940		14 589 287
Transport	24	700 384	833 550	856 003			856 003
Hygiène du milieu	25	2 597 229	2 681 250	2 456 140	32 523		2 488 663
Santé et bien-être	26			16 250			16 250
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 316 754	2 068 890	1 490 020	51	328 724	1 755 918
Loisirs et culture	28						
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	206 308	129 800	222 122		685	222 807
Effet net des opérations de restructuration	31					354 765	
Amortissement des immobilisations	32	708 048		852 649	(852 649)		
	33	24 779 282	24 004 570	24 664 359		684 174	24 930 891
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(1 250 047)	3 260	(255 098)		(482 755)	(737 853)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S13

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Budget 2018	Réalisations 2018		
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 250 047)	3 260	(255 098)	(482 755)	(737 853)
Moins: revenus d'investissement	2	(87 006)	( )	((52 177))	( )	((52 177))
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 337 053)	3 260	(202 921)	(482 755)	(685 676)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	708 048		852 649	339	852 988
Produit de cession	5	433 878				
(Gain) perte sur cession	6	(24 423)		13 786	3 956	17 742
Réduction de valeur / Reclassement	7	318 730		3 956		3 956
	8	1 436 233		870 391	4 295	874 686
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	132 606		197 677		197 677
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	1 480				
	15	134 086		197 677		197 677
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	441 337				
Remboursement de la dette à long terme	17	(733 700)	(415 920)	(527 900)	( )	(527 900)
	18	(292 363)	(415 920)	(527 900)		(527 900)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(714 455)	( )	(42 256)	(1 447)	(43 703)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	454 921				
Excédent de fonctionnement affecté	21	899 402	485 200	454 610		454 610
Réserves financières et fonds réservés	22	(352 514)	(72 540)	(372 334)		(372 334)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	287 354	412 660	40 020	(1 447)	38 573
	26	1 565 310	(3 260)	580 188	2 848	583 036
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	228 257		377 267	(479 907)	(102 640)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S14

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Réalisations 2017	Réalisations 2018		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
Revenus d'investissement	1	87 006	(52 177)		(52 177)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(31 087)	(116 344)	(1 447)	(117 791)
Sécurité publique	3	(1 357 753)	(1 023 142)	( )	(1 023 142)
Transport	4	( )	( )	( )	( )
Hygiène du milieu	5	(11 631)	( )	( )	( )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( )	( )	( )	( )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
	10	(1 400 471)	(1 139 486)	(1 447)	(1 140 933)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(305 000)	(255 730)	( )	(255 730)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 639 000	1 859 933		1 859 933
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	714 455	42 256	1 447	43 703
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16		15 433		15 433
Réserves financières et fonds réservés	17	30 359	285 447		285 447
	18	744 814	343 136	1 447	344 583
	19	678 343	807 853		807 853
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	765 349	755 676		755 676

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

S15

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2017	2018		
		Administration municipale Redressé note 22	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé [1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 371 850	3 234 961		3 234 961
Débiteurs (note 5)	2	2 262 876	2 178 616		2 178 616
Prêts (note 6)	3	983 148	1 041 201		1 041 201
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	448 100	694 200		694 200
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	6 065 974	7 148 978		7 148 978
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	1 850 655	1 137 914		1 137 914
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	3 200 019	3 273 916		3 273 916
Revenus reportés (note 12)	12	910 332	1 543 203		1 543 203
Dette à long terme (note 13)	13	5 414 926	7 011 026		7 011 026
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14				
	15	11 375 932	12 966 059		12 966 059
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(5 309 958)	(5 817 081)		(5 817 081)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	7 494 644	7 763 739		7 763 739
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	120 848	94 008		94 008
Autres actifs non financiers (note 17)	20	56 742	66 511		66 511
	21	7 672 234	7 924 258		7 924 258
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	42 027	413 197		413 197
Excédent de fonctionnement affecté	23	474 452	10 507		10 507
Réserves financières et fonds réservés	24	449 219	771 668		771 668
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(197 478)	(139 425)	( )	(139 425)
Financement des investissements en cours	26	(1 666 288)	(1 146 177)		(1 146 177)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	3 260 344	2 197 407		2 197 407
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	2 362 276	2 107 177		2 107 177

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017 Redressé note 22
Rémunération	1	12 324 970	13 199 634	13 302 682	12 834 997
Charges sociales	2	3 040 090	2 724 889	2 737 024	3 047 769
Biens et services	3	5 889 130	5 145 319	5 295 644	7 806 750
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	60 560	140 258	140 258	140 838
D'autres organismes municipaux	5		3 193	3 193	
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	69 240	78 671	79 356	67 134
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9				
Transferts	10				
Autres	11	2 560 920	2 437 309	2 437 309	
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	59 660	82 437	82 437	
Amortissement des immobilisations	14		852 649	852 988	742 255
Autres					
-	15				
-	16				
-	17				
	18	24 004 570	24 664 359	24 930 891	24 639 743

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1	206	171
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	24 202	18 491
Autres revenus	3	1 445	1 625
	4	25 853	20 287
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		364
	7		364
Autres charges	8	1 487	163
	9	1 487	527
Excédent (déficit) de l'exercice	10	24 366	19 760
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	321 991	392 413
Placements de portefeuille	12	32 430	32 242
Débiteurs	13	14 272	4 466
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	862 829	813 452
Provision pour moins-value	15	(71 027)	(98 254)
	16	791 802	715 198
	17	1 160 495	1 144 319
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	18	1 199	9 389
Revenus reportés	19		
Dette à long terme	20	1 125 626	1 125 626
	21	1 126 825	1 135 015
Solde du Fonds local d'investissement	22	33 670	9 304
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	23	354 421	424 655
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	354 421	424 655

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

30 prêts (32 en 2017), taux d'intérêts variant de 5,50 % à 9,05 %, encaissable par versement mensuels fixes, échéant à différentes dates jusqu'en juillet 2025.

Note sur la dette à long terme

Prêt du Gouvernement du Québec, sans intérêts, remboursable à compter du 1er juin 2020.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus sur les placements de portefeuille	1		
Revenus sur les prêts aux entreprises	2	22 656	20 070
Autres revenus	3		
	4	22 656	20 070
Charges			
Créances douteuses			
Radiation de prêts	5		
Variation de la provision pour moins-value	6		
	7		
Intérêts sur la dette à long terme	8	2 910	2 055
Autres charges	9	40	
	10	2 950	2 055
Excédent (déficit) de l'exercice	11	19 706	18 015
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	117 368	65 915
Placements de portefeuille	13		
Débiteurs	14	3 769	13 025
Prêts aux entreprises	15	314 264	360 328
Provision pour moins-value	16	(64 865)	(92 379)
	17	249 399	267 949
	18	370 536	346 889
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	19	3 941	
Revenus reportés	20		
Dette à long terme	21	55 000	55 000
	22	58 941	55 000
Solde du Fonds local de solidarité			
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	23		
Excédent (déficit) non affecté	24	311 595	291 889
	25	311 595	291 889
VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
Libres	26	117 368	65 915
Supportant les engagements de prêts	27		
	28	117 368	65 915

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

25 prêts (28 en 2017), taux d'intérêts variant de 5,50 % à 9,05 %, encaissable par versement mensuels fixes, échéant à différentes dates jusqu'en juillet 2025.

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
RÉSULTATS			
Revenus			
Revenus provenant de la gestion foncière	1		
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2		
Autres revenus	3		
	4		
Charges			
Frais de gestion			
Salaires	5		
Créances douteuses	6		
Autres frais de gestion	7		
	8		
Activités et projets de mise en valeur du territoire			
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
-	14		
	15		
	16		
Excédent (déficit) de l'exercice	17		
SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE			
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18		
Placements de portefeuille	19		
Débiteurs	20		
Provision pour créances douteuses	21	( )	( )
	22		
Autres	23		
	24		
Passifs			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25		
Créditeurs et charges à payer	26		
Revenus reportés			
Provenant de la gestion foncière	27		
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28		
Autres	29		
Autres	30		
	31		
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32		

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	413 197	512 093
Excédent de fonctionnement affecté	2	10 507	484 292
Réserves financières et fonds réservés	3	771 668	449 219
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(139 425)	(197 478)
Financement des investissements en cours	5	(1 146 177)	(1 666 288)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	2 197 407	3 263 192
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	2 107 177	2 845 030
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	413 197	42 027
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10		470 066
	11	413 197	512 093
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Budget	12		200 000
- Police-Radio	13	4 412	19 846
- CLD (Projet Linki)	14	6 095	
- Budget - fond de roulement	15		100 000
- Collecte sélective	16		154 606
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	10 507	474 452
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
- CLD	22		9 840
-	23		
-	24		
	25		9 840
	26	10 507	484 292
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	56 218	12 625
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	235 564	17 766
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	367 494	419 733
Fonds local de solidarité	44	117 195	78 940
Autres			
- TPI	45	(4 803)	(79 845)
-	46		
	47	771 668	449 219
	48	771 668	449 219

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Autres	52	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53	( )	( )
	54	( )	( )
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	56	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57	( )	( )
Autres			
-	58	( )	( )
-	59	( )	( )
	60	( )	( )
Mesures d'allègement fiscal transitoires			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	61	( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	62	( )	( )
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesure relative aux frais reportés	65	( )	( )
Autres			
-	66	( )	( )
-	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	69	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	70	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71	(1 180 626)	(1 180 626)
Autres			
-	72	( )	( )
-	73	( )	( )
	74	(1 180 626)	(1 180 626)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	75		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76		
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77	1 041 201	983 148
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78		
Autres			
-	79		
	80	1 041 201	983 148
	81	(139 425)	(197 478)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82		
Investissements à financer	83	(1 146 177)	(1 666 288)
	84	(1 146 177)	(1 666 288)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	7 763 739	7 497 492
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	1 041 201	983 148
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	8 804 940	8 480 640
Ajustements aux éléments d'actif	91	(1 041 201)	(983 148)
	92	7 763 739	7 497 492
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93	(7 011 026)	(5 414 926)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94	( )	( )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	264 068	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	1 180 626	1 180 626
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98	(5 566 332)	(4 234 300)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99	( )	( )
	100	(5 566 332)	(4 234 300)
	101	2 197 407	3 263 192

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes de retraite enregistrés		Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	1	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le régime de retraite des policiers syndiqués de la MRC des Collines-de-l'Outaouais est un régime de pension agréé à prestations déterminées.

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	448 100	614 200
Charge de l'exercice	4	(335 900)	(711 400)
Cotisations versées par l'employeur	5	582 000	545 300
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	694 200	448 100
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	17 285 700	16 366 300
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(17 376 700)	(15 828 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(91 000)	538 300
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	785 200	448 100
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	694 200	986 400
Provision pour moins-value	12	( )	(538 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	694 200	448 100
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 164 000	1 042 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 164 000	1 042 800
Cotisations salariales des employés	21	(582 000)	(545 200)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	582 000	497 600
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	51 200	36 100
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	(301 900)	197 100
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	331 300	730 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	894 400	798 300
Rendement espéré des actifs	33	(889 800)	(817 700)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	4 600	(19 400)
Charge de l'exercice	35	335 900	711 400

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(244 600)	986 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(889 800)	(817 700)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(1 134 400)	168 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	402 500	4 300
Prestations versées au cours de l'exercice	40		64 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	104 400	853 200
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,25 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,25 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,50 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53		54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un réglement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018	2017
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime volontaire d'épargne-retraite	108		
Régime de retraite simplifié	109		
Régime de retraite par financement salarial	110		
Autres régimes	111	380 524	369 332
	112	380 524	369 332

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113

Description des régimes et autres renseignements

		2018	2017
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	114		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	3	3

Description du régime

		2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	5 234	2 901
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	117	17 652	9 775
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118		
	119	17 652	9 775

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62	607 346	607 346	480 215
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75	101 837	101 837	274 497
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82	16 250	16 250	
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	281 252	281 252	409 350
Promotion et développement économique	85	250 208	386 220	211 831
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	1 256 893	1 392 905	1 375 893

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134	416 145	416 145	413 523
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136	312 307	312 307	831 100
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139			
	140	728 452	728 452	1 244 623
TOTAL DES TRANSFERTS	141	1 985 345	2 121 357	2 620 516

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS		Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144	38 777	38 777	10 383
	145	38 777	38 777	10 383
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie	147	14 915	14 915	43 224
Sécurité civile	148			
Autres	149	165 876	165 876	48 541
	150	180 791	180 791	91 765
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154	287 159	287 159	313 589
Autres	155			
	156	287 159	287 159	313 589
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169			
Santé et bien-être				
Logement social	170			
Autres	171			
	172			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	173	17 909	17 909	98 241
Rénovation urbaine	174			
Promotion et développement économique	175			
Autres	176			
	177	17 909	17 909	98 241
Loisirs et culture				
Activités récréatives	178			
Activités culturelles				
Bibliothèques	179			
Autres	180			
	181			
Réseau d'électricité	182			
	183	524 636	524 636	513 978

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2018	Données consolidées Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	184			
Évaluation	185	11 875	11 875	4 207
Autre	186	82 153	82 153	30 602
	187	94 028	94 028	34 809
Sécurité publique				
Police	188			
Sécurité incendie	189			
Sécurité civile	190	185 933	185 933	184 159
Autres	191	573 896	573 896	530 036
	192	759 829	759 829	714 195
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	193			
Enlèvement de la neige	194			
Autres	195			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	196			
Transport adapté	197			
Transport scolaire	198			
Autres	199			
Autres	200			
	201			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202			
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	206	19 805	19 805	23 309
Matières recyclables	207			
Autres	208			6 309
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
	212	19 805	19 805	29 618
Santé et bien-être				
Logement social	213			
Sécurité du revenu	214			
Autres	215			
	216			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	217	88 280	88 280	18 953
Rénovation urbaine	218			
Promotion et développement économique	219			
Autres	220			
	221	88 280	88 280	18 953
Loisirs et culture				
Activités récréatives	222			
Activités culturelles				
Bibliothèques	223			
Autres	224			
	225			
Réseau d'électricité	226			
	227	961 942	961 942	797 575
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	1 486 578	1 486 578	1 311 553

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	229			
Droits de mutation immobilière	230			
Droits sur les carrières et sablières	231			
Autres	232			
	233			
AMENDES ET PÉNALITÉS	234	2 574 459	2 574 459	2 471 748
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	235			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	236	73 344	75 705	43 563
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	(13 786)	(17 742)	24 423
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239			
Contributions des promoteurs	240			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241			
Contributions des organismes municipaux	242			
Autres contributions	243			
Redevances réglementaires	244			
Autres	245	168 904	173 029	172 717
	246	155 118	155 287	197 140
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	247	354 765		

S28-1

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2018			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	293 227	1 660	294 887	294 887	247 244
Greffe et application de la loi	2	1 238 742	3 860	1 242 602	1 242 602	1 201 580
Gestion financière et administrative	3	1 025 645	127 916	1 153 561	1 153 561	1 286 657
Évaluation	4	1 878 316	27 699	1 906 015	1 906 015	1 965 571
Gestion du personnel	5	400 942		400 942	400 942	447 264
Autres						
-	6	3 956		3 956	3 956	318 730
-	7					
	8	4 840 828	161 135	5 001 963	5 001 963	5 467 046
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	13 715 454	533 147	14 248 601	14 248 601	13 082 717
Sécurité incendie	10	214 893		214 893	214 893	265 988
Sécurité civile	11					
Autres	12		125 793	125 793	125 793	121 201
	13	13 930 347	658 940	14 589 287	14 589 287	13 469 906
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14					
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	856 003		856 003	856 003	700 384
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	856 003		856 003	856 003	700 384

S28-2

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2018			Réalisations 2018	Réalisations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27					
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	934 878	32 472	967 350	967 350	1 039 054
Tri et conditionnement	30	1 371 397		1 371 397	1 371 397	1 439 907
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	149 865	51	149 916	149 916	139 182
Autres	39					
	40	2 456 140	32 523	2 488 663	2 488 663	2 618 143
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	16 250		16 250	16 250	
	44	16 250		16 250	16 250	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	376 176	51	376 227	376 227	430 032
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46	207 797		207 797	207 797	409 350
Autres biens	47	9 257		9 257	9 257	4 584
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	895 669		895 669	1 161 516	1 249 772
Tourisme	49					
Autres	50					45 927
Autres	51	1 121		1 121	1 121	36 627
	52	1 490 020	51	1 490 071	1 755 918	2 176 292

22-2

S28-3

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalisations 2018			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2018	2017
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60					
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66					
	67					
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	143 451		143 451	143 451	140 838
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	4 600		4 600	4 600	(19 400)
Autres	72	74 071		74 071	74 756	86 534
	73	222 122		222 122	222 807	207 972
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	852 649	(852 649)			

22-3

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Les Collines-de-l'Outaouais

Code géographique : AR820

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

Affaires municipales et Habitation
Québec

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme consolidé	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement non consolidés	10
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement non consolidés	11
Analyse de la rémunération non consolidée	12
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	12
Frais de financements non consolidés par activités	13
Rémunération des élus	14
Questionnaire	15

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9	7 537	7 537	
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11	609 771	609 771	1 400 471
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	46 941	46 941	
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	217 395	217 395	
Ameublement et équipement de bureau	18	180 230	181 677	
Machinerie, outillage et équipement divers	19	75 095	75 095	
Terrains	20	2 517	2 517	
Autres	21			
	22	1 139 486	1 140 933	1 400 471

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	617 308	617 308	1 400 471
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	522 178	523 625	
	34	1 139 486	1 140 933	1 400 471

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	17 766	235 564	17 765	235 565
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	4 271 534	1 624 368	510 135	5 385 767
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	4 289 300	1 859 932	527 900	5 621 332
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Organismes municipaux	10		264 068		264 068
Autres tiers	11				
	12		264 068		264 068
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14		264 068		264 068
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17	1 125 626			1 125 626
	18	1 125 626	264 068		1 389 694
	19	5 414 926	2 124 000	527 900	7 011 026
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	5 414 926	2 124 000	527 900	7 011 026

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	7 011 026
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 146 177
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	264 068
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	7 893 135
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	16	
Endettement net à long terme	17	7 893 135
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	7 893 135
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	7 893 135
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
82020	Cantley	700 980
82025	Chelsea	1 869 999
82005	L'Ange-Gardien	357 692
82035	La Pêche	1 706 259
82010	Notre-Dame-de-la-Salette	53 860
82030	Pontiac	446 088
82015	Val-des-Monts	2 758 257
	1	7 893 135

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 117 375	1 400 471
Frais de financement	4	22 111	
Autres	5		
	6	1 139 486	1 400 471

SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Code géographique	Municipalité		Montant
	Ensemble des municipalités		
82020	Cantley		3 189 936
82025	Chelsea		2 850 464
82005	L'Ange-Gardien		1 559 856
82035	La Pêche		3 359 636
82010	Notre-Dame-de-la-Salette		241 675
82030	Pontiac		2 038 608
82015	Val-des-Monts		4 539 477
		1	17 779 652
	Certaines municipalités		
		2	
		3	17 779 652

ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		2018 Réalisations	2017 Réalisations
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	(1 634 404)	(1 860 336)
Évaluation	2	1 923 204	1 898 550
Autres	3	1 425 429	1 450 866
Sécurité publique			
Police	4	12 819 333	12 111 434
Sécurité incendie	5	224 742	201 038
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11	228 123	220 170
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17	2 142 908	2 111 080
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21	(29 104)	84 286
Autres	22		
Santé et bien-être			
Logement social	23		
Autres	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	341 882	176 018
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27	337 539	558 070
Autres	28		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31		
	32	17 779 652	16 951 176

S43

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année [2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	15,00	35,00	42 604,00	1 921 181	395 540	2 316 721
Professionnels	2	7,00	35,00	16 755,00	646 854	156 400	803 254
Cols blancs	3	70,00	35,00	176 292,00	3 674 557	833 295	4 507 852
Cols bleus	4						
Policiers	5	78,00	37,80	207 905,00	6 754 372	1 301 571	8 055 943
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	170,00		443 556,00	12 996 964	2 686 806	15 683 770
Élus	9	7,00			202 670	38 083	240 753
	10	177,00			13 199 634	2 724 889	15 924 523

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 985 345				1 985 345
	17	1 985 345				1 985 345

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1	31 525	27 000
Évaluation	2	110	
Autres	3	108 186	65 492
	4	139 821	92 492
Sécurité publique			
Police	5	78 927	30 792
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		77 520
	9	78 927	108 312
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	42	1 500
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		800
Autres	25		
	26	42	2 300
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	17	986
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	3 315	2 218
Autres	34		
	35	3 332	3 204
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	222 122	206 308

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Caryl Green	27 533	13 767
Jacques Laurin	33 279	
Madeleine Brunette	24 303	
Joanne Labadie	18 497	5 856
Guillaume Lamoureux	24 703	
Marc Louis-Seize	18 416	5 737
Denis Légaré	16 435	8 218

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		**OUI**	**NON**	**S.O.**
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	200 000 $		
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	2		3 X	4

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5		6 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018	7	$		
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8		9 X	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité	OUI	NON

Les questions 10 à 13 s'adressent aux MRC seulement

10. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 31 [ ] — 32 [X]

    Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

11. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)? — 33 [ ] — 34 [X]

    Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente :

12. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le Code municipal en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)? — 35 [X] — 36 [ ]

13. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)? — 37 [ ] — 38 [X]

    Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences :

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?						
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	2			
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4	X		
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5		6	X		
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9	X	10		11	
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12	X	13		14	
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X	17	

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18		19		20	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21		22			

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Claude Chénier , atteste que le rapport financier consolidé

de Les Collines-de-l'Outaouais pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis

de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation,

a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-16 .

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier

ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux

déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports

et de l'attestation sont détenues par Les Collines-de-l'Outaouais .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Les Collines-de-l'Outaouais consent à la diffusion intégrale par le ministre

du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de

la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme

également que Les Collines-de-l'Outaouais détient les autorisations nécessaires, notamment

celles(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une

signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-16 09:03:27

Date de transmission au Ministère : 2019/05/23